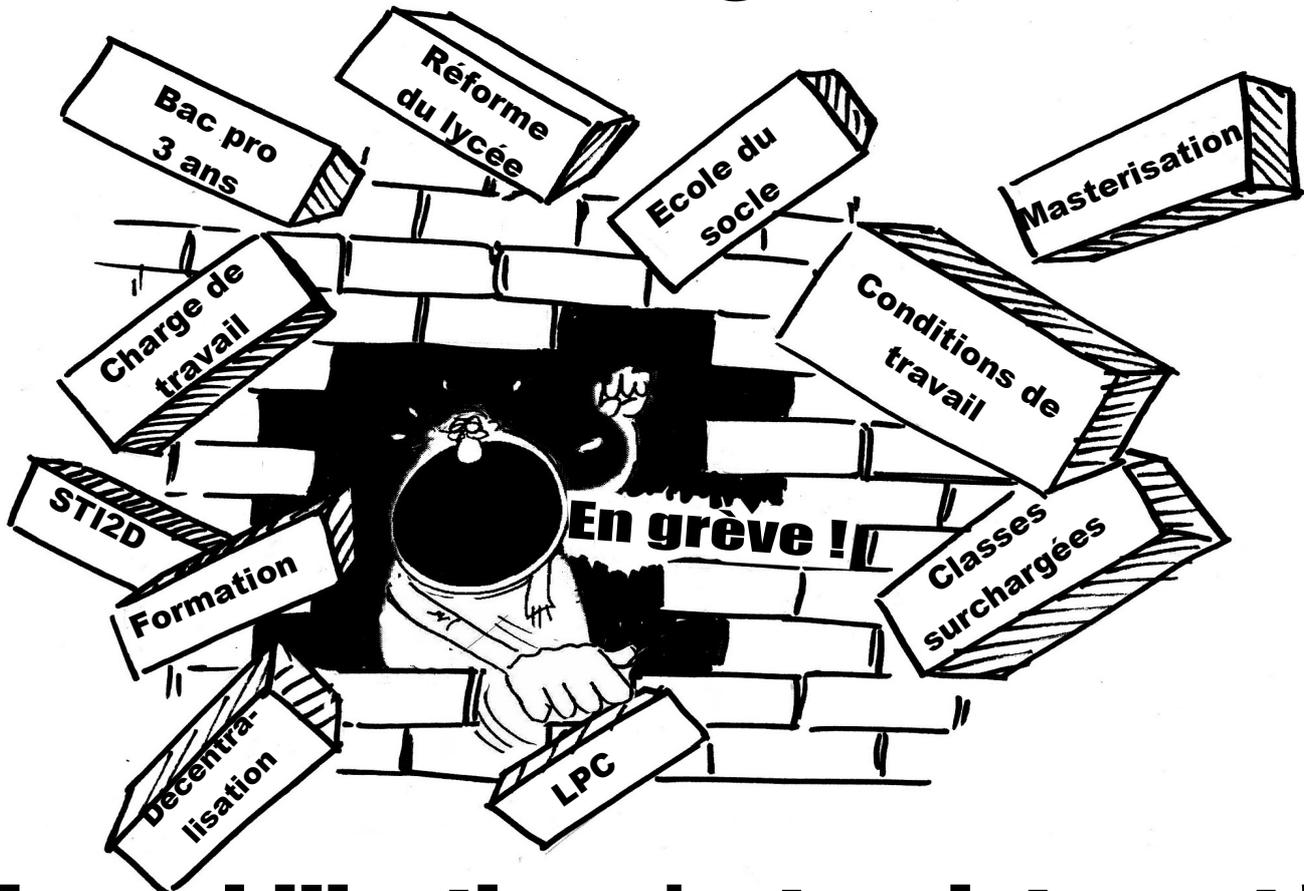


Pas de changement ?



La mobilisation c'est maintenant !

Orientation:

Le grand changement promis n'aura pas lieu. Qui en est encore dupe ? Au contraire : au moment même où se déroulait la pseudo-concertation estivale, le Premier ministre engageait l'acte III de la décentralisation qui doit transférer les CIO et leurs missions aux régions. Cette décision, dans le sillage du gouvernement précédent et de la loi OFPTLV de 2009, met à mort l'orientation scolaire (qui tient compte des besoins et aspirations des élèves) pour confier aux Conseillers d'Orientation-Psychologues la seule mission d'orientation professionnelle (soumise au marché local de l'emploi).

Aujourd'hui, le Ministère enfonce le clou. Le projet de loi de « refondation de l'école » ne fait que poursuivre les réformes libérales engagées précédemment. A le lire on en conclut que **l'actuel gouvernement a décidé de se passer des COPsy, achevant ainsi l'œuvre du gouvernement précédent** qui ne remplaçait pas 5 départs à la retraite sur 6. En effet, dans ce projet de loi le rôle des COPsy disparaît dans l'élaboration des projets de parcours des élèves, on parle de « personnels d'orientation » et non plus de « Conseillers d'orientation psychologues », ils n'apparaissent plus dans la liste des membres de la communauté éducative et sont absents de l'annexe mentionnant la programmation des emplois pour les 5 ans à venir.

Avec les autres secteurs de la fonction publique où la saignée continue :

TOUS EN GREVE !

jeudi 31 janvier 2013 !

Rendez-vous :

- Nancy : Manif à 14h place Maginot
- Metz : Rassembl. 14h Colonne Merten
- Epinal : Rassembl. 15h Préfecture

Le changement n'aura pas lieu.

Postes

Le candidat Hollande s'était engagé à rétablir pour la rentrée 2012 les 14 000 postes supprimés par le gouvernement précédent. Un millier à peine ont été débloqués. Pour le reste du quinquennat, le gouvernement annonce le **rétablissement de 60 000 postes seulement, sur les 80 000 détruits** sous l'ère Sarkozy. Et encore : cette programmation n'est pas inscrite dans la loi d'orientation pour l'école (mais seulement annoncée en annexe), elle pourra donc être revue chaque année par les prochaines lois de finances, et se fera **au détriment des autres secteurs de la fonction publique**. Pour la rentrée 2013, 6770 postes supplémentaires (y compris précaires) viendront avant tout compenser la hausse démographique et combler le manque de remplaçants, mais **pas d'allègement des effectifs** des classes. **L'Académie de Nancy-Metz perdra d'ailleurs encore des postes à la rentrée 2013...**

Formation

Sur ce point également, le candidat s'était engagé à rétablir la formation dès la rentrée 2012. En réalité, les stagiaires ne bénéficient que d'une décharge de 3h. Rien n'est encore ficelé concernant la réforme de la formation des enseignants, mais **le sort réservé aux prochains candidats est de mauvais augure** : ils viennent d'apprendre que leurs écrits sont avancés de novembre à juin 2013 et qu'ils devront ensuite en 2013/2014 à la fois préparer leurs oraux, passer leur Master 2, exercer à temps partiel en établissement et préparer les écrits de la session suivante au cas où ils échouent à l'oral car les deux se dérouleront en juin 2014 ! **Le ministère ne semble en tout cas pas décidé à revenir sur le principe de la masterisation.**

Refondation

La grande « refondation de l'école de la République » annoncée n'a été que de la poudre aux yeux. Pendant que tout l'été on occupait les organisations syndicales, associatives et de parents d'élèves à une concertation qui n'en avait que le nom, le gouvernement a enchaîné les déclarations et décisions unilatérales : décentralisation de l'orientation, prévention et sécurité, contrats d'avenir, éducation numérique, soumission de l'école à la croissance économique, rythmes scolaires... Au final, **aucune des réformes sarkozystes (dénoncées à l'époque par la gauche) ne sera abrogée** : socle commun, LPC, bac pro 3 ans, réforme du lycée, réforme STI2D, Mastérisation... Bien au contraire, **la loi d'orientation annoncée aujourd'hui poursuit les grandes orientations libérales** qui soumettent l'éducation au système économique : école du socle, enseignement par compétences, menace sur les enseignements artistiques, soumission de l'enseignement professionnel aux pouvoirs économiques locaux, mise à mort de l'orientation scolaire et soumission de l'éducation à la « formation tout au long de la vie »,...

Services publics

Sous prétexte de crise économique, **le gouvernement actuel, dans la droite ligne du précédent, poursuit une politique d'austérité, remède aggravant le mal** : baisse des dépenses publiques, suppressions de postes de fonctionnaires ainsi que chez les opérateurs publics, recrutement de personnels précaires, gel du salaire des fonctionnaires, maintien du jour de carence... En adoptant en octobre dernier le Pacte budgétaire européen les parlementaires socialistes et de droite nous engagent durablement dans cette impasse. Nous ne le répéterons jamais assez : la dette publique est essentiellement due à une baisse des recettes (cadeaux fiscaux faits par la droite aux grandes entreprises et aux foyers les plus riches). Son aggravation ces dernières années est la conséquence d'une crise économique dont seule la spéculation financière est responsable. **A l'heure où les grands groupes industriels et financiers préservent leurs avantages et versent des rémunérations record à leurs patrons et cadres dirigeants, il est inacceptable que l'ardoise soit payée par les fonctionnaires et la population en réduisant les dépenses publiques.**

Éducation nationale, fonction publique :
La mobilisation c'est maintenant !